L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN 29 SEPTEMBRE. 1889. 63me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.

Dufour & Bonnet.
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE, 29 SEPTEMBRE 1889.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE DEMAIN LUNDI.

Par Jas. F. Guinault— Au No 174 rue Gravier. —Le contenu d'un restaurant, d'une buvette et d'un salon d'huitres. Aussi une machine électrique avec éventail-; une liste de comptes et réclamations, et privilège du bail.

Par B. Onorato— Au No 181 1/2 rue Sud Remparts—Le contenu d'un magasin de chaussures, comprenant bottes, souliers, installations, etc.

Les élections générales en France.

Quiconque se tient au courant des choses de la politique française et suit avec attention la polémique des journaux de ce pays, a dû être, avant les élections, frappé de l'entêtement avec lequel chacun des soi-disant organes de l'opinion publique spéculait à sa façon et groupait les chiffres, suivant ses préférences—moins par confiance dans le succès de la cause qu'il soutenait, que par espoir d'exercer une pression sur son entourage.

Il en est de même après la bataille électorale. Droite, Centre, Centre-gauche, Gauche et radicaux ou socialistes s'ingénient à torturer les faits, à en dénaturer le sens, à leur donner une interprétation favorable au parti ou à la fraction du parti qu'ils servent—autant, plus, peut-être—par intérêt que par conviction. C'est un état de choses regrettable, mais si l'on veut se montrer juste envers la nation française, on avouera qu'elle n'a rien inventé, et qu'il en a été de même, à toutes les époques, dans toutes les contrées du globe, chez tous les peuples libres.

Ces petitesses, ces exagérations, ces injustices, se concoivent dans le pays même, au milieu de la mêlée des partis et des passions qu'ils excitent. On la comprend encore chez des nations voisines, qui ont, soit des intérêts territoriaux à défendre, soit des principes gouvernementaux à sauvegarder. Il est naturel que les monarchistes français cherchent à dénaturer les résultats d'élections dont les meneurs ont la prétention d'assurer l'avenir de la République; il est naturel que l'Allemagne et l'Italie s'évertuent à interpréter la victoire de tels ou tels candidats, comme favorable ou défavorable à la paix ou à la guerre, qu'elles redoutent ou désirent.

Mais, ici, en Amérique, au-delà de l'Atlantique, à deux milles lieues de la France, à une distance et dans des conditions politiques et économiques telles, que les événements de là-bas ne peuvent exercer aucune influence, heureuse ou malheureuse, sur la situation intérieure, l'impartialité la plus stricte est de mise et de convenance; le seul sentiment qu'il nous soit possible d'éprouver, est celui de la sympathie, de la bienveillance, envers une nation à laquelle nous unissent, à travers les mers, une amitié vieille d'un siècle, et la similitude des institutions.

C'est ainsi que nous devons envisager et que nous envisageons les élections qui ont eu lieu, il y a, aujourd'hui, huit jours.

Ce qui frappe, tout d'abord, c'est le calme inaltérable au milieu duquel elle se sont passées. La tranquillité la plus parfaite n'a cessé de régner, d'un bout à l'autre de la République, durant la journée de dimanche. C'est un beau spectacle que celui de ces deux cent mille ouvriers des faubourgs de Paris, à la tête chaude, au tempérament ardent, dont la plupart sont imbus d'idées et de passions, parfois dangereuses, remplissant silencieusement, en bon ordre, leur devoir de citoyens et de souverains. Pas un rassemblement, des allures sérieuses, pas un seul acte de violence. Nous connaissons des populations qui, si habituées qu'elles soient, depuis longtemps, à l'exercice de ces mêmes franchises, ne savent conserver, en semblables circonstances, ni autant de sangfroid, ni autant de modération.

Ce qui fait le plus grand honneur à ce peuple, indépendamment du calme admirable que nous venons de signaler, c'est l'absence complète du mobile grossier de l'intérêt personnel. Chacun a ses idées plus ou moins vraies; ses opinions plus ou moins légitimes; ses préférences plus ou moins justifiées. Il vote pour celles; il lui arrive même de se battre pour les défendre; jamais pour toucher une pièce de monnaie.

Voilà le peuple que l'on prétend corrompu, ingouvernable! C'est plus qu'une erreur: c'est une calomnie. Il n'en est pas de plus sain; à en juger par le spectacle qu'il vient de nous donner, il n'en est pas de plus facile à conduire, de plus capable de se conduire lui-même. Nous ajoutons — et c'est la caractéristique de tout peuple digne et capable de liberté, de "self gouvernment"—nous ajoutons qu'il n'en est pas de plus disposé à livrer la direction des affaires aux influences naturelles, légitimes; à la position sociale, à la probité, au talent, aux services rendus.

Ce sont les classes dirigeantes, celles d'en haut comme celles d'en haut, qui sont factieux, en France. Elles se sont entichées de prétentions surannées, de formes gouvernementales, de formules administratives, qui ne sont plus de notre temps. A une époque de tolérance qui s'étend à tout, de libéralisme universel, elles sont restées intolérantes et autoritaires; elles veulent imposer leurs volontés envers et contre tous. Elles ne comprennent pas que l'on pense autrement qu'elles, que l'on vote autrement qu'elles, qu'après les avoir, hier, élevées au pouvoir, par un acte de la plus stricte légalité, on puisse, demain, par un acte également légal, les en faire descendre. Elles prônent les principes républicains tant qu'ils leur sont favorables; elles cherchent à les violer quand il s'agit d'asseoir, et, pour atteindre leur but, *per fas et nefas*, elles en arrivent à des alliances monstrueuses, auxquelles la masse ne comprend rien, qui les déconsidèrent à ses yeux.

Le mal est là. Le jour où la Constitution républicaine ne sera plus sincèrement défendue par ceux qui sont chargés de la faire respecter, aujourd'hui démocratique, de régimes devenus désormais impossibles, la France deviendra la plus conservatrice des nations. Elle l'est déjà, à l'heure qu'il est, et depuis longtemps; elle l'a prouvé, d'une manière éclatante, admirable, dans les élections de dimanche dernier.

Jamais peuple n'a été soumis à tant de tiraillements, de la part des partis ou des fractions de partis en lutte. La division était telle, que dans un grand nombre de collèges électoraux (177) les voix se sont disséminées sur trois, quatre, quelquefois, cinq candidats, d'opinions différentes, et qu'il a été impossible de donner une majorité. En dépit de tout, l'élection a conservé un caractère profondément républicain, que l'on ne peut contester.

Certes, le suffrage universel a été consulté à bien des reprises, depuis 1870; jamais il ne changea plus qu'il a été appelé à fonctionner, il n'eut besoin d'une plus haute sauvegarde, et il prouva qu'il ne pouvait être mis en échec dans de meilleures conditions.

Il a été question, dans le temps, de la nécessité de modifier le mode de votation, de substituer le scrutin de liste au scrutin d'arrondissement, de faire voter les électeurs par département, au lieu de les faire voter par commune. Ces projets ont été abandonnés, et avec raison. Ils auraient eu pour résultat de faire disparaître, dans les grandes villes, les minorités, de les annuler complètement, de les empêcher de se faire représenter. Ils auraient eu pour résultat de faire nommer, dans les départements, des députés qui ne seraient pas connus de la majorité des électeurs, qui ne seraient pas choisis par eux, qui ne seraient pas leurs représentants. Ils auraient eu pour résultat de faire nommer, dans les départements, des députés qui ne seraient pas connus de la majorité des électeurs, qui ne seraient pas choisis par eux, qui ne seraient pas leurs représentants. Ils auraient eu pour résultat de faire nommer, dans les départements, des députés qui ne seraient pas connus de la majorité des électeurs, qui ne seraient pas choisis par eux, qui ne seraient pas leurs représentants.

Ces projets ont été abandonnés, et avec raison. Ils auraient eu pour résultat de faire disparaître, dans les grandes villes, les minorités, de les annuler complètement, de les empêcher de se faire représenter